

Publié le 27/03/2010 16:51 - Modifié le 27/03/2010 à 20:02 | © 2010 AFP

## Malades et handicapés dans la rue pour un "revenu minimum d'existence"

ZOOM



Thomas Coex AFP

S'estimant négligés par les pouvoirs publics, malades et handicapés sont descendus par milliers samedi dans les rues d'une vingtaine de villes en France pour réclamer un "revenu minimum d'existence" qui leur permette de "sortir de la précarité".

A Paris, place du Trocadéro, au moins 2.500 personnes selon les organisateurs, 800 selon la police, dont beaucoup se déplaçaient en fauteuil roulant, étaient réunies.

Elles ont à plusieurs reprises tourné en rond sur le parvis, où étaient disposés des centaines de portraits de malades et de handicapés, pour symboliser "l'immobilisme des politiques" à leur égard.

Des manifestations se sont aussi déroulées à Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Rennes, Strasbourg, Grenoble, Dijon ou Bordeaux, ainsi que dans de petites villes comme Caen (280 personnes), Evreux (100), Angers (200).

Cette journée de mobilisation, deux ans après une manifestation nationale à Paris qui avait réuni entre 16.000 et 35.000 personnes, était organisée par le collectif "Ni pauvre ni soumis" qui fédère des dizaines d'associations de personnes handicapées ou malades.

Les manifestants portaient des pancartes jaune et noire, les couleurs du collectif, sur lesquelles on pouvait lire: "Rire jaune, colère noire", "un revenu décent, maintenant" ou "casse toi, pauv' Handi".

Le collectif demande un revenu minimum d'existence proche du Smic (environ 1.000 euros net) alors que l'AAH, touchée par 850.000 personnes, s'élève à 682 euros. Elle passera à 693 euros au 1er avril, puis à 711 euros au 1er septembre.

Le ministère du Travail a rappelé samedi son engagement de revaloriser d'ici 2012 l'AAH de 25% et la possibilité à partir du 1er juin pour les bénéficiaires en emploi de cumuler AAH et revenus professionnels "jusqu'à 1,3 fois le Smic".

"Malgré les promesses de revalorisation du gouvernement, dans cinq ans, l'AAH sera toujours inférieure au seuil de pauvreté", a souligné Fatiha Barka à Bordeaux. L'Insee situe le seuil de pauvreté à un peu moins de 900 euros.

Dans le cortège toulousain, qui comptait entre 600 et 1.000 personnes, Odile Morin a fait part de sa colère.

"Nombre de personnes en situation de handicap ou de maladies invalidantes vivent dans des situations de misère (...) et à côté de cela l'accès à la CMU n'est pas toujours possible, on paye toujours plus pour les franchises, le forfait hospitalier, les mutuelles, etc", a-t-elle lancé.

Au nom d'Act Up, Jérôme Martin a souligné à Paris "le lien très étroit entre sida et précarité et handicap et précarité". "La moitié des personnes ayant le virus du sida vivent en dessous du seuil de pauvreté", a-t-il ajouté.

A Marseille, Michèle Baldeti, qui accompagnait son fils handicapé de 36 ans, a insisté pour que l'AAH soit augmentée car "sans le soutien des familles, elle ne permet pas de vivre décemment".

Au Trocadéro, Michel Bliot de l'Association française des sclérosés en plaques a abordé l'accès à l'emploi: "Espérer s'en sortir par le travail est une illusion pour la majorité d'entre nous, car le taux de chômage des handicapés est de 20%, soit deux fois supérieur à celui de l'ensemble de la population".

Et pour ceux qui travaillent, l'équation n'est pas forcément résolue. A Lille, Laure Bonvin a raconté que depuis qu'elle a trouvé un emploi de comptable en mai 2009, son allocation de 680 euros par mois a été réduite de moitié: "Je travaille 20 heures par semaine pour un total (salaire et allocation) d'un peu moins de 1.000 euros par mois".